

R A P P O R T A N N U E L
2008



Bâtir l'avenir!



Message de la direction aux actionnaires	4
Rapport de gestion	6
Résultats consolidés	14
Bénéfices non répartis consolidés	15
Bilan consolidé	16
Flux de trésorerie consolidés	18
Notes complémentaires	20
Responsabilité de la direction	41
Rapport des vérificateurs	42

BÂTIR L'AVENIR!

L'année 2008 aura été importante à plusieurs égards pour la compagnie Uniprix inc.

En effet, au cours de cette période marquée par des rumeurs et de l'incertitude, votre compagnie est parvenue à se démarquer de différentes façons, notamment grâce :

- à une vision claire pour son avenir;
- à l'implantation de nouvelles façons de faire, et ce, afin de bâtir l'avenir au cœur du secteur de la pharmacie de détail en pleine évolution au Québec;
- à des performances financières historiques!

UN PLAN CLAIR ET APPROPRIÉ

Au cours de la dernière année, nous avons travaillé stratégiquement, en menant de front deux types d'activités.

Notre plan était clair et approprié : continuer d'offrir le maximum des services du siège social à nos points de vente, et ce, tout en travaillant afin de garder au sein du Groupe Uniprix, nos pharmacies affiliées qui faisaient l'objet d'une surenchère de la part de concurrents.

Ainsi, dans la grande majorité des cas de droits de premiers refus, nous sommes parvenus à conserver nos pharmacies affiliées; celles-ci sont devenues la propriété de pharmaciennes et de pharmaciens qui se sont rapidement intégrés dans leur communauté.

En ce qui a trait aux services, notre équipe passionnée et talentueuse du siège social n'a cessé de se surpasser, dans l'appui à nos pharmaciennes et pharmaciens-propriétaires et de leurs équipes dans les points de vente.

UNE STRUCTURE SOLIDE

Depuis sa création en 1977, et jusqu'à tout récemment, la formule de type franchiseur/franchisé du Groupe Uniprix n'avait pas vraiment été remise en question. D'ailleurs, pourquoi l'aurait-elle été, alors qu'elle avait si bien contribué à faire grandir Uniprix inc., et généré d'importants bénéfices à tous ses actionnaires?

Mais l'attaque systématique menée par des concurrents, avec la nette intention de jeter par terre le plus important regroupement de pharmaciennes et de pharmaciens indépendants au Québec, a soudainement changé la situation et nécessité une réflexion approfondie.

Tant le conseil d'administration que la direction et l'ensemble des pharmaciennes et pharmaciens-actionnaires d'Uniprix inc. ont eu à s'interroger : le Groupe Uniprix a-t-il un avenir et si oui, lequel? Est-ce que notre modèle d'affaires de type coopératif constitue la structure solide idéale pour relever les défis à court et à moyen termes? Est-il souhaitable que des investisseurs externes soient accueillis au sein du Groupe Uniprix et, si oui, de quelle façon?

La réponse à ces questions est venue tout naturellement, influencée par le contexte concurrentiel et les diverses formes de partenariats financiers qui ont été reçus et analysés. Pour une grande majorité d'actionnaires, il allait de soi qu'il fallait bâtir l'avenir du Groupe Uniprix! Et la stratégie pour y parvenir a également fait consensus : il fallait miser, à la fois, sur la force de son modèle d'affaires et sur les relations de qualité qui ont été établies depuis longtemps avec l'un de ses partenaires, McKesson Canada.

UN COFFRE D'OUTILS RENOUVÉLÉ

Afin de se démarquer au cœur d'une concurrence féroce, il est essentiel de compter sur un coffre d'outils renouvelé!

Ainsi, en plus de miser sur des valeurs sûres – notamment les gammes de produits des marques privées Option+, Elegant et Echosline, ainsi que le programme de fidélisation Aéroplan – le Groupe Uniprix continue de mettre l'une de ses forces de l'avant : un service à la clientèle de grande qualité, partout dans ses pharmacies affiliées.

Plusieurs outils ont été conçus afin d'aider les gens dans la gestion de leur santé; ils sont regroupés sous l'appellation Services UniSanté. Le carnet santé est l'un des éléments distinctifs de ce regroupement des services professionnels à l'intention des consommateurs.

Pour fidéliser des consommateurs de plus en plus sollicités, de nombreuses stratégies sont imaginées et mises simultanément de l'avant. Par exemple : un rapport qualité/prix percutant, une circulaire très attrayante, un nouveau site Internet convivial, une offensive de marketing relationnel distinctive et une campagne publicitaire accroche-cœur.

En 2008, le Groupe Uniprix a su demeurer un « incontournable » auprès de ses fournisseurs, et ce, en négociant des ententes très avantageuses au bénéfice du regroupement d'achat, de ses actionnaires et des consommateurs. C'est ainsi que, sur la page frontispice et la page arrière de la circulaire hebdomadaire de la bannière Uniprix – celles qui regroupent les offres spéciales les plus attrayantes du commerce de détail – les prix ont été meilleurs ou équivalents à ceux des concurrents dans 69 % des cas!

Et que dire de la campagne publicitaire lancée en 2008? Un livreur qui arrive à une résidence, un soir sous la pluie, alors qu'une maman attend de toute évidence un médicament pour son bébé, ou encore un homme âgé à qui l'on rappelle l'importance de respecter la posologie... Ce sont des messages touchants, conçus pour mettre l'accent sur ce que les professionnels de la santé du Groupe Uniprix savent faire de mieux : accompagner les gens dans la gestion de leur santé.

UNE GRANDE HARMONIE

À l'heure du bilan, il est évident que l'année 2008 s'est déroulée sous le signe de l'harmonie. Plusieurs éléments le démontrent :

- l'arrivée de nouveaux actionnaires – au sein de pharmacies affiliées déjà implantées ou qui se sont ajoutées – a véritablement apporté un nouveau vent de fraîcheur;
- la transformation d'un très grand nombre de points de vente (agrandissements, relocalisations) a confirmé, à la fois l'attachement de leurs propriétaires envers le modèle économique du Groupe Uniprix et leur volonté d'offrir un service optimal aux consommateurs;
- l'ensemble des stratégies efficaces qui ont été adoptées à l'officine et dans la partie commerciale attenante ont été mises de l'avant avec sérieux, ce qui a confirmé la force de notre réseau;
- l'exploitation poussée des marques privées et exclusives a contribué à uniformiser l'offre du Groupe Uniprix et à générer des profits importants, et ce, dans un contexte de ralentissement économique;
- les réflexions des actionnaires, qui se sont traduites par des décisions sans équivoque au début de l'année 2009, ont permis des échanges de points de vue très pertinents.

Tout ceci démontre que le Groupe Uniprix est animé du dynamisme et de la créativité qui lui ont toujours permis de se démarquer!

C'est d'ailleurs avec cette volonté de se démarquer à long terme, dans notre société, que nous intervenons bien au-delà de la vie quotidienne des points de vente et du siège social; cette volonté d'agir est liée au développement durable.

En effet, l'entreprise a continué de prendre des décisions qui ont déjà, et qui auront dans l'avenir, un impact sur l'environnement. Au nombre de ces actions vertes, il faut mentionner : l'offre de nouveaux sacs réutilisables; l'impression des circulaires, des publicités locales et du journal interne Unifo sur du papier recyclé; ainsi qu'un projet pilote de récupération dans les points de vente.

... ET UNE EXPANSION ASSURÉE!

Tout ce travail considérable de la dernière année prend son véritable sens au cœur de l'avenir que nous sommes en train de bâtir.

Notre réseau est plus solide que jamais, et même en expansion, puisque de nouvelles pharmacies affiliées s'ajouteront en 2009 et dans les années à venir. En fait, nous sommes en train de préparer « l'après-ralentissement économique ».

Et c'est à partir des bénéfices non répartis de plus de 22 millions \$ – un résultat historique! – et des autres données marquantes de notre exercice financier de l'année 2008, que nous nous attaquons à ces défis.

Bonne lecture!



Normand Bonin

Président du conseil d'administration



François Castonguay

Président et chef de la direction



INTRODUCTION

Dans un contexte économique toujours plus difficile et dans un environnement concurrentiel, le Groupe Uniprix (Uniprix inc.) et ses pharmaciennes et pharmaciens-actionnaires ont réussi à consolider leur position et même à atteindre de nouveaux sommets historiques, comme en témoigne le présent Rapport de gestion.

Plusieurs facteurs ont contribué à faire de l'exercice financier 2008 une autre excellente année pour Uniprix inc., dont, au premier plan, l'ensemble des services professionnels et financiers que le siège social offre aux pharmaciennes et pharmaciens-actionnaires.

Ainsi, les « Services aux membres, publicité et marketing » ont augmenté de 4 % au cours de l'exercice financier 2008 et s'élevaient à 51 368 000 \$ au 31 décembre 2008.

À cela, il convient d'ajouter les efforts et les ressources déployés par le siège social afin de protéger les acquis du Groupe Uniprix et de soutenir le développement des points de vente des pharmaciennes et pharmaciens-actionnaires. À cet égard, et face au maraudage soutenu de certains concurrents, le Groupe Uniprix demeure fidèle à sa politique proactive qui, au cours de l'exercice financier 2008, a permis d'assurer le maintien et l'ouverture de quelque 20 points de vente.

L'exercice de droits de premier refus, les placements dans des points de vente (en hausse de 30 % pour l'exercice financier 2008), la gestion de propriétés immobilières, l'implantation du programme de fidélisation Aéroplan, le déploiement du programme de gestion de prix de laboratoire (Unilab) : ces mesures, entre autres, attestent le souci du siège social de veiller au développement du réseau en exerçant une gestion rigoureuse et prudente.

Simultanément, Uniprix inc. et ses pharmaciennes et pharmaciens-actionnaires ont continué à privilégier un esprit d'innovation et à développer un esprit de coopération effective. Ces éléments représentent une véritable plus-value, tant pour le siège social que pour chacun des points de vente, et ont contribué de manière significative à l'atteinte de résultats fort satisfaisants pour l'exercice financier 2008.

AU CŒUR DES CHANGEMENTS

L'un des membres fondateurs du Groupe Uniprix, le pharmacien Francis Shefteshy a consacré l'essentiel de sa carrière aux pharmacies communautaires, plus particulièrement aux résidences pour personnes âgées.

Lorsque lui et son fils Christian, également pharmacien, ont pris la décision de transformer en pharmacie un concessionnaire automobile du quartier Tétreauville, à Montréal, ils n'ont pas hésité une seule seconde. « Ça allait de soi que c'était une bannière Uniprix que nous allions installer devant notre point de vente! », affirme Christian Shefteshy. « Mon père et moi connaissons très bien les atouts du Groupe Uniprix : sa formule, sa culture et l'excellent rapport qualité/prix lié à sa vaste gamme de services. »

Selon M. Shefteshy, le Groupe Uniprix a su se positionner au cœur des changements. « Autant notre pharmacie affiliée est implantée au cœur d'un quartier en pleine transformation, autant le Groupe Uniprix maîtrise les enjeux qui façonneront l'avenir de la pharmacie de détail. C'est très rassurant pour les actionnaires de tous les âges. »



FAITS SAILLANTS (SUITE)

Les frais d'exploitation ont augmenté de 3,6 % au cours de l'exercice financier 2008, et s'établissaient à 93 436 000 \$ au 31 décembre 2008, comparativement à 90 172 000 \$ au 31 décembre 2007.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices s'élevait à 4 923 000 \$ à la clôture de l'exercice financier 2008, soit une augmentation de 279 000 \$, ou 5,6 %, par rapport à un bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 4 644 000 \$ pour l'exercice financier 2007. Cependant, une perte de valeur des écarts d'acquisition, d'un montant de 1 000 000 \$, a affecté cette augmentation.

Le coût des produits et services a augmenté de 3,1 % par rapport à l'exercice financier 2007, et s'établissait à 31 344 000 \$ au 31 décembre 2008, comparativement à 30 401 000 \$ au 31 décembre 2007. Cette augmentation est attribuable en grande partie à l'achat de produits, en vertu de l'entente avec PharmaChoice.

Les frais de vente et d'administration s'élevaient à 6 124 000 \$ pour l'exercice financier 2008, comparativement à 5 580 000 \$ pour l'exercice financier 2007. Une gestion rigoureuse et efficiente des affaires courantes a toutefois permis de minimiser cette augmentation.

Les frais de financement nets ont diminué de 490 000 \$ et s'établissaient à 1 034 000 \$ pour l'exercice financier 2008, comparativement à 1 524 000 \$ pour l'exercice financier 2007.

Afin de protéger ses acquis face à la sollicitation agressive de ses concurrents, le Groupe Uniprix a continué de consentir des prêts à ses pharmaciens et pharmaciennes actionnaires. Compte tenu des revenus d'intérêt qu'ils génèrent, ces prêts ont largement contribué à éponger les charges financières.

Les dépenses liées aux services aux membres, à la publicité et au marketing ont augmenté de 4,1 %, passant de 49 308 000 \$ pour l'exercice financier 2007 à 51 368 000 \$ pour l'exercice financier 2008.

UNE SOLIDE COMPLICITÉ... POUR LONGTEMPS!

Afin de donner une nouvelle direction à leur carrière, les pharmaciennes Alexandra Grenier, Geneviève Patry et Marie-Josée Lavoie ont choisi de miser sur un atout qui s'est rapidement développé entre elles : la complicité.

« Nous nous sommes rencontrées dans des officines qui sont affiliées à différentes bannières et, rapidement, nous avons constaté que nous avions des atomes crochus et des forces complémentaires qui pouvaient nous mener loin! », lance avec enthousiasme la pharmacienne Marie-Josée Lavoie.

Ainsi, lorsque l'idée de s'associer est devenue sérieuse, ce n'est pas juste un logo qu'elles ont choisi, mais tout ce qui vient avec!
« Même si nous étions très motivées à réussir, il nous fallait prendre les bonnes décisions et bien calculer les risques. Toute l'équipe du Groupe Uniprix a été formidable avec nous, ce qui nous a permis de réaliser que nous étions vraiment des actionnaires! », ajoute M^{me} Lavoie.

Il faut croire qu'elles ont bien fait les choses puisque cette succursale a atteint ses objectifs de la première année en seulement trois mois, et ce, alors qu'elle se trouve à seulement 400 mètres d'un important concurrent!



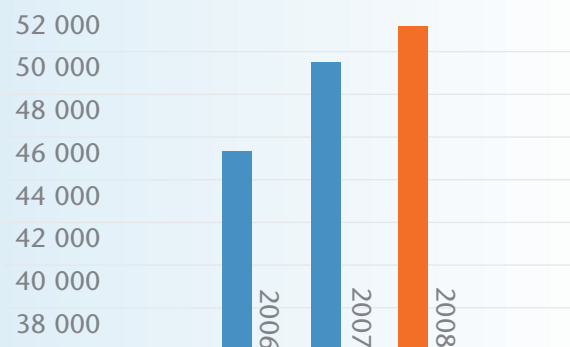
FAITS SAILLANTS (SUITE)

Cette augmentation reflète de manière probante toute l'importance que le Groupe Uniprix accorde à sa politique de services et de soutien à ses membres-actionnaires – une politique qui en fait d'ailleurs l'entreprise du secteur de la pharmacie de détail au Québec la plus attentive et la plus généreuse à l'égard des besoins et des attentes des pharmaciens et pharmaciennes.

Au cours de l'exercice financier 2008, plus concrètement, le Groupe Uniprix a investi d'importantes ressources dans le développement et l'optimisation de ses services, notamment en ce qui concerne les allocations de produits, le programme de fidélisation Aéroplan et le programme de gestion de prix de laboratoire.

SERVICES AUX MEMBRES, PUBLICITÉ ET MARKETING

(en milliers de dollars)



L'IMPORTANCE D'UN GUICHET UNIQUE

Une fois prise la décision de devenir actionnaire au sein d'Uniprix inc., la pharmacienne-propriétaire Johanne Drolet a réalisé l'ampleur du défi qui l'attendait.

« Je connaissais très bien mon travail à l'officine puisque je l'exerçais depuis plusieurs années. Mais, du jour au lendemain, j'ai dû maîtriser tout ce qui a trait aux décisions stratégiques et aux 1001 détails liés à l'implantation d'une succursale »

M^{me} Drolet continue d'apprécier l'appui du Groupe Uniprix. « L'équipe de « mon » siège social m'a assisté d'une main de maître: tout était planifié selon une séquence éprouvée, ce qui m'a permis de franchir, avec confiance, chacune des étapes ».

Consciente que le ralentissement économique s'annonçait au moment où elle a décidé d'investir, la pharmacienne Johanne Drolet demeure optimiste. « Grâce à l'excellent rapport qualité/prix que nous offrons à notre clientèle par l'affiliation au plus important regroupement de pharmaciennes et de pharmaciens-propriétaires au Québec, je suis convaincue que la croissance amorcée se poursuivra! »



BÉNÉFICES

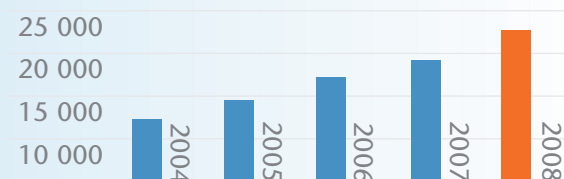
L'exercice financier 2008 a permis à Uniprix inc. d'atteindre un nouveau sommet historique en réalisant un bénéfice net de 3 139 000 \$, comparativement à 2 818 000 \$ pour l'exercice financier 2007.

Cette augmentation de 321 000 \$, ou 11,4 %, est attribuable essentiellement aux efforts conjugués du siège social et des pharmaciennes et pharmaciens-actionnaires du Groupe Uniprix. Dans un contexte économique et concurrentiel difficile, ils ont su maximiser leurs acquis, tout en faisant preuve d'innovation, afin de mettre en valeur leurs avantages distinctifs et de mieux répondre aux besoins et aux attentes de leur clientèle.

Par ailleurs, et pour la première fois dans l'histoire d'Uniprix inc., les bénéfices non répartis consolidés ont franchi la barre des 20 millions de dollars, s'établissant à 22 587 000 \$ au 31 décembre 2008, comparativement à 19 758 000 \$ au 31 décembre 2007.

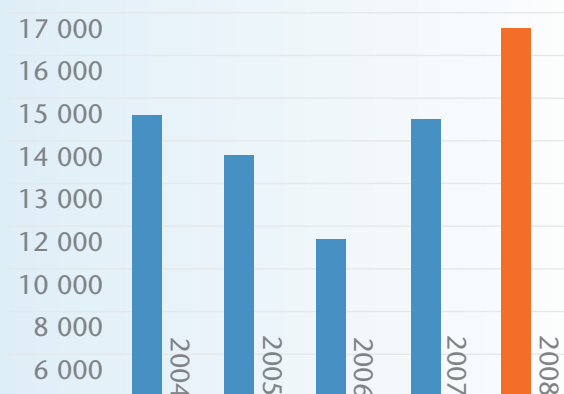
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars)



BÉNÉFICES PAR ACTION

(en dollars)



ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

Au début de l'exercice financier 2009, Uniprix inc. a cédé tous les éléments d'actif de deux entreprises. La valeur comptable de ces actifs s'élevait à 4 040 000 \$.

PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES DESTINÉES À LA VENTE

Uniprix détient quatre propriétés immobilières (terrains et bâtiments) qui sont destinées à la vente au cours de l'exercice financier 2009. La valeur comptable de ces propriétés s'élève à 1 749 000 \$.

TRÉSORERIE

Les activités d'exploitation d'Uniprix inc. au cours de l'exercice financier 2008 ont généré des liquidités de 7 096 000 \$. Au 31 décembre 2007, les liquidités générées s'élevaient à 4 703 000 \$.

Ce flux de liquidités a été utilisé principalement pour accorder des prêts à des pharmaciennes et pharmaciens-actionnaires (pour un montant de 1 311 000 \$, net des encaissements de placements), pour acquérir des pharmacies affiliées (pour un montant de 2 189 000 \$), et pour acquérir des propriétés immobilières (pour un montant de 858 000 \$).

L'afflux de nouvelles liquidités et l'utilisation des liquidités disponibles au début de l'exercice financier 2008 se soldent par une amélioration de 2 566 000 \$ de la situation de la trésorerie qui s'établissait à (1 397 000) \$ au 31 décembre 2008, comparativement à (3 963 000) \$ au 31 décembre 2007.

AUDACE ET APPRÉCIATION

Associé depuis quelques années aux pharmaciens Denis et Bruno Labrecque dans une pharmacie affiliée à Uniprix à L'Ancienne-Lorette, Christian Roby était disposé à étendre ses activités professionnelles. C'est alors que s'est présentée l'occasion de créer une nouvelle succursale dans un marché vierge : sur la réserve huronne de Wendake, dans la région de Québec!

« Ça prenait une bonne dose d'audace pour plonger dans cette aventure. Toutefois, une question me préoccupait : allions-nous être acceptés par la communauté? Rapidement, nos rencontres avec le Grand Chef Max Gros-Louis et son Conseil de bande nous ont rassurés, mon associée Véronique Lambert et moi : ils nous accueilleraient à bras ouverts parce qu'ils appréciaient notre engagement chez eux! ».

Par ailleurs, au-delà de cet accueil, il était essentiel, pour ces deux complices professionnels de longue date, de s'appuyer sur une solide étude de marché. « Je savais que le Groupe Uniprix possédait l'expertise appropriée pour réaliser des *pro forma* dans des marchés traditionnels, mais ce n'était pas le cas pour nous, en milieu autochtone. Le travail a été mené de main de maître, et une seule « erreur » s'est glissée : nous avons atteint nos objectifs beaucoup plus rapidement que prévu! ».

Emballés par cette expérience, le tandem Roby-Lambert caresse d'autres projets à titre d'actionnaires du Groupe Uniprix.



SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2008, l'actif consolidé d'Uniprix inc. s'élevait à 106 000 000 \$, soit une hausse de 2 905 000 \$, ou 2,8 %, par rapport à un actif de 103 095 000 \$ au 31 décembre 2007.

Cette augmentation s'explique principalement par les placements auprès des pharmaciennes et pharmaciens-actionnaires, par les propriétés immobilières détenues par Uniprix inc. et destinées à la vente, ainsi que par l'augmentation des frais reportés, elle-même attribuable à l'augmentation des mesures de soutien que le Groupe Uniprix accorde à ses pharmaciennes et pharmaciens-actionnaires.

Le passif d'Uniprix inc. a également connu une légère augmentation, de 78 000 \$, et s'établissait à 83 360 000 \$ au 31 décembre 2008, comparativement à 83 282 000 \$ au 31 décembre 2007.

Compte tenu de l'écart entre les augmentations respectives de l'actif et du passif, les capitaux propres d'Uniprix inc. ont augmenté de 14 %, ou 2 827 000 \$, et s'élevaient à 22 640 000 \$ au 31 décembre 2008, comparativement à 19 813 000 \$ au 31 décembre 2007.

Il s'agit là d'un redressement prometteur qui permet à Uniprix inc. d'afficher une saine situation financière, propice à la consolidation et au développement de ses activités.

À la clôture de l'exercice financier 2008, les ratios financiers d'Uniprix inc. affichaient un redressement par rapport au 31 décembre 2007. Le ratio consolidé « emprunts/capitaux propres » s'établit ainsi à 3,7 :1, comparativement à 4,2 :1 au 31 décembre 2007 et 3,2 :1 au 31 décembre 2006.

Au 31 décembre 2008, Uniprix inc. respectait tous les ratios imposés par les institutions financières.

RISQUES ET INCERTITUDES

Compte tenu du grand nombre de clients composant sa clientèle, Uniprix inc. considère que le risque de crédit lié aux débiteurs est faible. Au 31 décembre 2008, aucun débiteur n'exposait la société à un risque de crédit important.

Les présents états financiers comprennent des montants fondés sur l'exercice de jugements, ainsi que sur des estimations. L'information financière contenue ailleurs dans ce rapport annuel est conforme aux données présentées dans les états financiers consolidés, vérifiés par Behna, Cormier, Gougeon, Ouellette, S.E.N.C.R.L.



François Castonguay
Président et chef de la direction,
Chef des opérations financières par intérim

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	2008 \$	2007 \$
PRODUITS	<u>98 359</u>	<u>94 816</u>
FRAIS D'EXPLOITATION		
Coût des produits et services	31 344	30 401
Services aux membres, publicité et marketing	51 368	49 308
Frais de vente et d'administration	6 124	5 580
Frais de financement nets (note 23)	1 034	1 524
Créances douteuses	673	1 399
Amortissement (note 24)	1 588	1 167
Provision pour perte éventuelle sur placements (note 10)	305	243
Perte de valeur des écarts d'acquisition (note 4)	1 000	550
	<u>93 436</u>	<u>90 172</u>
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	4 923	4 644
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (note 25)	<u>1 784</u>	<u>1 826</u>
BÉNÉFICE NET	<u>3 139</u>	<u>2 818</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	2008 \$	2007 \$
SOLDE AU DÉBUT	19 758	17 112
Bénéfice net	<u>3 139</u>	<u>2 818</u>
	22 897	19 930
Impôt remboursable au titre de dividendes (note 6)	<u>(310)</u>	<u>(172)</u>
SOLDE À LA FIN	<u>22 587</u>	<u>19 758</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	2008	2007
	\$	\$
ACTIF À COURT TERME		
Débiteurs (note 7)	29 657	31 925
Impôts sur les bénéfices à recevoir	607	638
Stocks	1 286	1 501
Frais payés d'avance	438	307
Actifs destinés à la vente (note 8)	4 040	-
Placements réalisables au cours du prochain exercice (note 10)	2 648	9 970
	<hr/>	<hr/>
	38 676	44 341
PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES DESTINÉES À LA VENTE (note 9)	1 749	613
PLACEMENTS (note 10)	33 553	25 805
PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES (note 11)	6 611	7 106
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 12)	4 691	5 236
FRAIS REPORTÉS (note 13)	5 454	2 059
ACTIFS INCORPORELS (note 14)	1 061	1 117
IMPÔTS FUTURS (note 25)	1 073	1 976
ÉCARTS D'ACQUISITION (note 4)	13 132	14 842
	<hr/>	<hr/>
	106 000	103 095
	<hr/>	<hr/>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)**PASSIF****PASSIF À COURT TERME**

	2008 \$	2007 \$
Découvert bancaire (note 15)	1 397	3 963
Emprunt bancaire (note 15)	9 100	13 565
Créditeurs (note 16)	16 427	14 697
Produits perçus d'avance	3 428	4 498
Dettes relatives aux actifs destinés à la vente (note 17)	3 585	-
Dettes à long terme, échéant au cours du prochain exercice (note 18)	<u>10 395</u>	<u>13 409</u>
	44 332	50 132

DETTE À LONG TERME (note 18)**PRODUITS D'EXCLUSIVITÉ REPORTÉS**

	32 037	25 411
	<u>6 991</u>	<u>7 739</u>
	<u>83 360</u>	<u>83 282</u>

CAPITAUX PROPRES

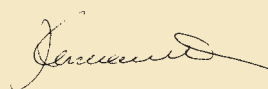
CAPITAL-ACTIONS (note 19)	47	49
SURPLUS D'APPORT (note 20)	6	6
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	<u>22 587</u>	<u>19 758</u>
	<u>22 640</u>	<u>19 813</u>
	<u>106 000</u>	<u>103 095</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

SIGNÉ AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :



Normand Bonin, administrateur



Jacques Arsenault, administrateur



FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

EXPLOITATION (note 22)

	2008	2007
	\$	\$
Bénéfice net	3 139	2 818
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Congé de redevances capitalisées aux frais d'affiliation	(534)	-
Amortissement des frais de financement reportés (note 23)	-	65
Amortissement (note 24)	1 588	1 167
Provision pour perte éventuelle sur placements (note 10)	305	243
Perte de valeur des écarts d'acquisition (note 4)	1 000	550
Intérêts sur dette à long terme capitalisés	14	-
Impôts futurs (note 25)	903	378
	<u>6 415</u>	<u>5 221</u>
Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 22)	<u>681</u>	<u>(518)</u>
	<u>7 096</u>	<u>4 703</u>

INVESTISSEMENT (note 22)

Acquisition d'entreprises (note 4)	(2 189)	(3 879)
Variation nette des avances	1 190	(860)
Acquisition de placements	(45 163)	(25 989)
Encaissement de placements	43 852	3 158
Investissement dans les propriétés immobilières	(858)	(2 119)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(593)	(218)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	3	-
Augmentation des frais reportés	(1 554)	(484)
Acquisition d'actifs incorporels	(258)	(366)
	<u>(5 570)</u>	<u>(30 757)</u>
Solde à reporter	<u>1 526</u>	<u>(26 054)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

SUITE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	2008 \$	2007 \$
Solde reporté	<u>1 526</u>	<u>(26 054)</u>
FINANCEMENT (note 22)		
Variation nette de l'emprunt bancaire	(4 465)	(4 990)
Augmentation de la dette à long terme	35 645	31 401
Remboursement de la dette à long terme	(29 828)	(2 587)
Émission d'actions	5	4
Rachat d'actions	(7)	(4)
Impôt remboursable au titre de dividendes	(310)	(172)
	<u>1 040</u>	<u>23 652</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 566	(2 402)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>(3 963)</u>	<u>(1 561)</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>(1 397)</u>	<u>(3 963)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 1 — STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société, constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, fournit des services d'achats de groupe, de publicité et des services opérationnels à ses membres et actionnaires (ci-après les membres).

NOTE 2 — PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les conventions jugées particulièrement importantes pour la société sont décrites ci-dessous.

Principes de consolidation

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société, ceux de ses filiales en propriété exclusive « Corporation Financière Uniprix/Uniprix Financial Corporation » et « 6845754 Canada Inc. », ainsi que les comptes de ses coentreprises « Unidis ULC » et « Immeuble 2235 Galt Ouest », consolidés proportionnellement.

Estimations comptables

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants présentés dans l'actif et le passif et la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que les montants des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

La société constate ses produits provenant de la vente de marchandises lorsque celles-ci sont livrées au grossiste.

Les redevances, calculées en fonction des produits des membres, sont inscrites aux résultats lorsqu'elles sont gagnées.

Les produits liés à la publicité, aux services aux membres et aux activités immobilières sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

Les produits sont constatés lorsque leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie correspondent aux soldes en caisse, au découvert bancaire et à des placements très liquides échéant dans un délai de moins de trois mois.

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 2 — PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Placements

Les placements sont comptabilisés au coût moins une provision pour perte éventuelle. Un placement est classé comme étant douteux lorsque, de l'avis de la direction, la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la société n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts à la date prévue. De l'avis de la direction, la provision pour perte éventuelle sur placements constatée par la société est suffisante. Celle-ci est constituée par l'examen des placements individuels, en tenant compte de la perte sur créance estimative connexe. La provision correspond au montant requis pour ramener la valeur comptable d'un placement douteux à sa valeur de réalisation estimative déterminée selon les estimations de la direction en fonction du recouvrement prévu et de la juste valeur des garanties obtenues.

Propriétés immobilières

Les propriétés immobilières détenues à des fins de location sont comptabilisées au coût d'acquisition et elles sont amorties sur leur durée de vie utile, selon la méthode du solde résiduel au taux de 4 %.

La propriété immobilière destinée à la vente n'est pas amortie.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon les méthodes, durées ou taux indiqués ci-dessous :

	Méthodes	Durées ou taux
Bâtisse	Solde résiduel	4 %
Enseigne	Linéaire	10 ans
Mobilier et agencement	Linéaire	3 à 10 ans
Équipement	Linéaire	10 ans
Matériel roulant	Linéaire	3 ans
Équipement informatique	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Équipement informatique loué en vertu de contrats de location-acquisition	Linéaire	3 ans
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	Linéaire	5 ans

Frais reportés

Les frais d'affiliation sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue des contrats.

Les incitatifs à la location sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des baux s'y rapportant.



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 2 — PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Actifs incorporels

Les clauses de non-concurrence sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue des contrats.

Les logiciels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 3 ans à compter de leur date de mise en service.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets acquis. Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis depuis le 1^{er} janvier 2002 et, depuis cette date, sont soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situations indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Toute dépréciation de la valeur comptable par rapport à la juste valeur est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la baisse de valeur s'est produite.

Produits d'exclusivité reportés

Les produits provenant d'ententes d'exclusivité sont reportés et amortis sur les durées des contrats s'y rapportant selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal selon laquelle des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice courant et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Le taux d'imposition en vigueur est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts futurs qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 3 — NOUVELLES NORMES COMPTABLES

MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLE

Au cours de l'exercice, l'entité a adopté le chapitre 3031 « Stocks » du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), qui remplace le chapitre 3030. Selon les nouvelles normes, l'évaluation des stocks se fait au moins élevé du coût et de la valeur de réalisation nette. Les seules méthodes de détermination du coût des stocks sont la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS) ou celle du coût moyen pondéré, sauf dans le cas d'éléments qui ne sont pas fongibles, auquel cas la méthode du coût spécifique peut être utilisée. De plus, en cas d'une reprise de valeur des stocks suite à une dépréciation, l'entité annule la provision pour dépréciation prise antérieurement et augmente ainsi la valeur comptable afin de ramener ces stocks à leur valeur de réalisation nette, sans toutefois excéder le coût initial.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucun effet sur la situation financière et les résultats de l'entité.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En 2006, l'ICCA a publié le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital », qui est applicable aux périodes débutant le 1^{er} août 2008 et après et qui exige que l'entité indique dans ses états financiers si elle est soumise à des exigences concernant son capital en vertu de règles externes et qu'elle fournisse les informations permettant aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer l'effet de ces exigences.

Les exigences de cette norme ne portant que sur la divulgation d'information supplémentaire, son adoption n'aura aucun impact sur la situation financière et les résultats de la société.

En 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », dont l'application est obligatoire pour les périodes ouvertes le 1^{er} octobre 2008 et après et qui doit être appliqué rétroactivement avec retraitement des périodes comparatives. Il remplace les chapitres 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et 3450 « Frais de recherche et de développement » qui sont actuellement en vigueur. Ce chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'informations applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Les normes relatives aux écarts d'acquisition et aux frais de recherche et de développement incluses dans le chapitre 3064 sont similaires aux normes actuelles. Les normes relatives aux actifs incorporels ont cependant été modifiées et contiennent des directives plus précises assurant un traitement plus cohérent de tous les actifs incorporels, qu'ils soient acquis ou générés en interne.

La direction n'a pas encore complété l'évaluation des incidences de l'adoption de ces modifications de conventions comptables sur les états financiers.



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 4— ACQUISITION D'ENTREPRISES

Au cours de l'exercice, la société a acquis la majeure partie des actifs de « Guy Perron, pharmacien ».

Au cours de l'exercice 2007 la société a acquis, en coentreprise, la quasi-totalité des actifs et passifs des sociétés « Les Entreprises Noubar Mouradian Inc. », « Estpharm Inc. » et « Jofranet Inc. ». La société a également acquis, en coentreprise, une participation dans « Immeuble 2235 Galt Ouest ».

La juste valeur des actifs nets acquis se détaille comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Débiteurs	20	20
Stocks	8	651
Immobilisations corporelles	25	293
Propriétés immobilières	-	2 200
Écarts d'acquisition	2 136	3 417
Passif à court terme assumé	-	(1 243)
Dette à long terme assumée	-	(1 459)
	<hr/>	<hr/>
Actifs nets acquis et contrepartie en espèces	2 189	3 879

La variation de la valeur comptable des écarts d'acquisition se détaille comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Solde au début	14 842	11 975
Acquisitions	2 136	3 417
Perte de valeur ⁽¹⁾	(1 000)	(550)
	<hr/>	<hr/>
Solde à la fin	15 978	14 842
Composé de :		
Écarts d'acquisition destinés à la vente (note 8)	2 846	-
Écarts d'acquisition détenus et utilisés	13 132	14 842
	<hr/>	<hr/>
	15 978	14 842

⁽¹⁾ Au cours des exercices 2008 et 2007, certains points de vente, auxquels les écarts d'acquisition étaient rattachés, n'ont pas renouvelé leur affiliation avec la société. La perte de valeur des écarts d'acquisition a été déterminée en fonction des justes valeurs relatives des points de vente cédés et des points de vente conservés.

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 5 — INFORMATIONS SUR LES COENTREPRISES

La quote-part des actifs et passifs des coentreprises et la quote-part des produits et charges, du bénéfice net et des flux de trésorerie des coentreprises depuis l'acquisition se détaillent comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Actif à court terme	5 639	1 519
Actif à long terme	7 529	12 395
Passif à court terme	303	299
Passif à long terme	1 328	1 357
Produits	4 927	4 108
Charges	4 428	4 035
Bénéfice net	499	73
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation	152	(240)
Investissement	(590)	(5 204)
Financement	-	(28)

NOTE 6 — IMPÔT REMBOURSABLE AU TITRE DE DIVIDENDES

La société est une « société privée sous contrôle canadien » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ce qui peut lui permettre de recevoir le remboursement d'une partie des impôts qu'elle a payés. Le solde cumulé de l'impôt remboursable au titre de dividendes au 31 décembre 2008 est de 610 000 \$. La société pourra bénéficier du remboursement de ce montant à raison de 1 \$ pour chaque tranche de 3 \$ qu'elle versera en dividendes imposables si elle a toujours le statut de « société privée sous contrôle canadien » au moment où les dividendes seront versés.

NOTE 7 — DÉBITEURS

	2008	2007
	\$	\$
Clients et membres	31 940	32 533
Provision pour créances douteuses	(2 703)	(2 218)
Avances, sans intérêt	420	1 610
	<hr/>	<hr/>
	29 657	31 925
	<hr/>	<hr/>

5



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 8 — ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

En février 2009, la société a cédé la totalité des éléments d'actif de deux points de vente pour un prix de cession total de 5 194 848 \$. Conséquemment, ces actifs ont été reclassés à titre d'actifs destinés à la vente à court terme.

La valeur comptable nette des actifs destinés à la vente se détaille comme suit :

Stocks	541 \$
Immobilisations corporelles	653
Écart d'acquisition	2 846
	<u>4 040</u>

NOTE 9 — PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES DESTINÉES À LA VENTE

La société détient quatre propriétés immobilières destinées à être cédées au cours de l'exercice 2009. Les propriétés immobilières comprennent des terrains d'une valeur comptable de 232 746 \$ et des bâtisses d'une valeur comptable de 1 516 186 \$, pour un total de 1 748 932 \$.

NOTE 10 — PLACEMENTS

	2008 \$	2007 \$
À recevoir de sociétés contrôlées par des membres		
Effets à recevoir, sans intérêt, encaissables par versements mensuels variant de 93 \$ à 4 513 \$, échéant de 2010 à 2028	4 018	2 687
Effets à recevoir, intérêts variant de 5,5 % à 7,75 % et de taux préférentiel à taux préférentiel plus 3 %, encaissables par versements mensuels de 1 000 \$ à 10 416 \$, échéant de 2009 à 2023	21 770	13 892
Billets à recevoir à demande, sans intérêt	1 120	309
Avances, sans intérêt et sans modalité d'encaissement	1 834	3 539
Billets à recevoir, intérêts à 7 % et au taux préférentiel plus 3 %, échéant de 2009 à 2018	436	5 318
Billets à recevoir à demande, intérêts variant de 3 % à 7,5 % et de taux préférentiel à taux préférentiel plus 1,5 %	7 728	9 986
Avances, sans intérêt, encaissées au cours de l'exercice	-	290
	<u>36 906</u>	<u>36 021</u>
Autres placements	-	599
Provision pour perte éventuelle	<u>(705)</u>	<u>(845)</u>
	<u>36 201</u>	<u>35 775</u>
Placements réalisables au cours du prochain exercice	2 648	9 970
	<u>33 553</u>	<u>25 805</u>

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 10— PLACEMENTS (SUITE)

Le tableau qui suit présente les placements regroupés par date d'encaissement :

	moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	5 ans et plus	sans échéance	Total 2008	Total 2007
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Effets à recevoir							
Sans intérêt	783	1 409	658	1 168	-	4 018	2 687
Intérêts							
de 5,5 % à 7,75 %	838	2 879	2 121	4 623	-	10 461	10 752
de taux préférentiel							
à taux préférentiel plus 3 %	941	2 586	1 342	6 440	-	11 309	3 140
Billets à recevoir							
Sans intérêt	-	-	-	-	415	415	309
Intérêts de 6 % à 7,5 %	-	-	-	-	1 717	1 717	5 318
de taux préférentiel plus 1 %							
à taux préférentiel plus 1,5 %	86	62	72	216	6 011	6 447	10 371
Avances, sans intérêt	-	-	-	-	1 834	1 834	3 124
Autres placements	-	-	-	-	-	-	74
	<u>2 648</u>	<u>6 936</u>	<u>4 193</u>	<u>12 447</u>	<u>9 977</u>	<u>36 201</u>	<u>35 775</u>

Les placements douteux et la provision pour perte éventuelle se détaillent comme suit :

Placements douteux	Montant brut	Provision	Montant net 2008	Montant net 2007
	\$	\$	\$	\$
Billet à recevoir à demande, sans intérêt	705	705	-	505
Billet à recevoir, taux préférentiel plus 1 %, sans échéance	-	-	-	213
Avances, taux préférentiel, encaissées	-	-	-	115
	<u>705</u>	<u>705</u>	<u>-</u>	<u>833</u>



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 10 — PLACEMENTS (SUITE)

Provision pour perte éventuelle sur placements

	2008 \$	2007 \$
Solde au début	<u>845</u>	<u>602</u>
Augmentation de la provision	520	243
Encaissement	<u>(215)</u>	<u>-</u>
Charge de l'exercice	305	243
Radiation	<u>(445)</u>	<u>-</u>
Variation de l'exercice	<u>(140)</u>	<u>243</u>
Solde à la fin	<u>705</u>	<u>845</u>

NOTE 11 — PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES

	Coût \$	2008 Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Terrains	1 431	-	1 431
Bâtisses	<u>6 459</u>	<u>1 279</u>	<u>5 180</u>
	<u>7 890</u>	<u>1 279</u>	<u>6 611</u>
	Coût \$	2007 Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Terrains	1 474	-	1 474
Bâtisses	<u>6 694</u>	<u>1 062</u>	<u>5 632</u>
	<u>8 168</u>	<u>1 062</u>	<u>7 106</u>

Les produits bruts de location de l'exercice sont de 1 087 000 \$ (652 000 \$ en 2007).

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 12— IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Terrain	1 247	-	1 247
Bâtisse	3 870	1 431	2 439
Enseignes	79	60	19
Mobilier et agencement	363	246	117
Équipement	192	37	155
Matériel roulant	10	7	3
Équipement informatique	254	139	115
Améliorations locatives	139	14	125
Équipement informatique loué en vertu de contrats de location-acquisition	481	297	184
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	748	461	287
	<u>7 383</u>	<u>2 692</u>	<u>4 691</u>
	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Terrain	1 247	-	1 247
Bâtisse	3 870	1 330	2 540
Enseignes	79	53	26
Mobilier et agencement	348	201	147
Équipement	350	28	322
Matériel roulant	10	3	7
Équipement informatique	215	83	132
Améliorations locatives	280	11	269
Équipement informatique loué en vertu de contrats de location-acquisition	507	398	109
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	748	311	437
	<u>7 654</u>	<u>2 418</u>	<u>5 236</u>

Au cours de l'exercice, la société a fait l'acquisition d'immobilisations corporelles au montant de 613 569 \$ (40 597 \$ en 2007) et l'acquisition de biens loués en vertu de contrats de location-acquisition au montant de 182 216 \$ (351 815 \$ en 2007).



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 13— FRAIS REPORTÉS

	2008	2007
	\$	\$
Frais d'affiliation	5 332	1 915
Incitatifs à la location	122	144
	<u>5 454</u>	<u>2 059</u>

NOTE 14— ACTIFS INCORPORELS

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Clauses de non-concurrence	959	400	559
Logiciel en développement	258	-	258
Logiciel	366	122	244
	<u>1 583</u>	<u>522</u>	<u>1 061</u>
	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Droits au bail	1 584	1 584	-
Clauses de non-concurrence	959	208	751
Logiciel en développement	366	-	366
	<u>2 909</u>	<u>1 792</u>	<u>1 117</u>

La variation de la valeur comptable des actifs incorporels se présente comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Solde au début	1 117	1 009
Logiciel en développement	258	366
Amortissement de l'exercice (note 24)	(314)	(258)
Solde à la fin	<u>1 061</u>	<u>1 117</u>

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 15— DÉCOUVERT ET EMPRUNT BANCAIRES

La société dispose d'une marge de crédit autorisée de 25 500 000 \$. La marge de crédit est renouvelable annuellement et porte intérêt au taux préférentiel plus 0,25 %. Elle est garantie par des hypothèques mobilières de 75 000 000 \$ grevant tous les biens meubles présents et futurs de la société, une cession générale des créances, une garantie constituée aux termes de l'article 427 de la *Loi sur les banques* ainsi qu'une hypothèque mobilière de 30 000 000 \$ couvrant tous les droits aux baux des pharmacies, et par le produit d'une assurance en faveur de la banque sur les biens cédés en garantie.

La convention d'emprunt stipule que la société doit respecter en tout temps certains ratios et restrictions et qu'elle est limitée pour les cautionnements qu'elle peut donner.

Au 31 décembre 2008, les conditions de l'entente de financement étaient respectées.

NOTE 16— CRÉDITEURS

	2008	2007
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	14 069	12 942
Redevances perçues d'avance – administrateurs	469	144
Redevances perçues d'avance – autres	828	749
Salaires et charges sociales	887	622
Taxes à la consommation	174	240
	<u>16 427</u>	<u>14 697</u>

NOTE 17— DETTE RELATIVE AUX ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

Emprunts à terme, taux préférentiel plus 0,75 %, garantis par des hypothèques sur les propriétés immobilières et par des hypothèques mobilières grevant tous les biens meubles présents et futurs.



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 18— DETTE À LONG TERME

	2008	2007
	\$	\$
Emprunts à terme, taux préférentiel plus 0,75 % à 1,25 %, garantis par des hypothèques de premier rang sur les propriétés immobilières et par des hypothèques mobilières grevant tous les biens meubles présents et futurs, remboursables par versements mensuels de 5 692 \$ à 56 225 \$, échéant en 2017 et en 2021, renouvelables en 2011 et 2012 ⁽¹⁾	9 540	12 046
Emprunts à terme, intérêts variant de 5,95 % à 6,76 %, garantis par des hypothèques de premier rang sur les propriétés immobilières et par des hypothèques mobilières grevant tous les biens meubles présents et futurs, remboursables par versements mensuels variant de 3 958 \$ à 39 859 \$, échéant de 2013 à 2022, renouvelables en 2009 et 2012 ⁽¹⁾	5 531	6 154
Emprunts à terme, taux préférentiel, garantis par des hypothèques sur le terrain et la bâtisse, remboursables par versements mensuels de 14 722 \$ en capital plus intérêts, échéant en 2016 ⁽¹⁾	1 413	1 590
Billet à ordre, taux de base de la Banque du Canada, sans modalité de remboursement	279	5 000
Effets à payer à demande, intérêts variant de 0 % à 7 %	525	525
Obligations découlant de contrats de location-acquisition, 6 % à 7,80 %, remboursables par versements mensuels de 63 \$ à 7 987 \$, capital et intérêts, échéant de juillet 2009 à juillet 2012	561	627
Financement à terme, 5,95 %, remboursable par versements mensuels de 3 333 \$, garanti par une hypothèque immobilière sur une propriété immobilière destinée à la vente ayant une valeur comptable nette de 613 400 \$, échéant en 2022, renouvelable en 2012	530	570
Effets à payer, sans intérêt, remboursables par versements mensuels variant 93 \$ à 4 513 \$, échéant de 2010 à 2028	4 559	3 714
Emprunt à terme, 5,86 %, garanti par le terrain et la bâtisse ainsi que par une hypothèque sur l'universalité des loyers, remboursable par versements mensuels de 15 806 \$, capital et intérêts ⁽¹⁾	1 381	1 431
Solde à reporter	24 319	31 657

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 18— DETTE À LONG TERME (SUITE)

	2008	2007
	\$	\$
Solde reporté	24 319	31 657
Effet à payer, 6,5 % jusqu'au 30 juin 2011 et taux préférentiel plus 1 % par la suite, remboursable par versements mensuels de 7 353 \$, capital et intérêts, échéant en 2016	523	575
Effet à payer, taux préférentiel, remboursable en 2009	202	188
Emprunts à terme, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,75 %, garantis par des hypothèques de premier rang sur les propriétés immobilières et par des hypothèques mobilières grevant tous les biens meubles, présents et futurs, échéant en 2009 ⁽¹⁾	5 000	-
Montants dus à des membres, sans intérêt, payables par versements annuels de 984 167 \$ en 2009, 688 333 \$ en 2010 et 91 667 \$ en 2011	1 764	-
Effets à payer, 7,5 %, subordonné à certains emprunts de la société, remboursements calculés en fonction des encaissements de capital d'un effet à recevoir portant intérêt au taux préférentiel plus 1,5 % et encaissable sur 10 ans	10 000	-
Effet à payer, remboursable par versements mensuels de 4 513 \$, capital et intérêts, échéant en 2015	274	-
Balance de vente à payer, taux préférentiel plus 3 %, remboursable en 2009	300	-
Dû à une coentreprise d'un membre du conseil d'administration, remboursable en 2009	50	-
Emprunt à terme, taux préférentiel plus 0,75 %, remboursé cours de l'exercice	-	1 400
Billet à ordre, 7 %, remboursé au cours de l'exercice	-	5 000
	42 432	38 820
Dettes à long terme, échéant au cours du prochain exercice	10 395	13 409
	32 037	25 411

⁽¹⁾ Ces emprunts comprennent des clauses restrictives qui sont respectées au 31 décembre 2008.



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 18— DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les versements estimatifs à effectuer et les soldes renouvelables au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	DETTES	EXIGIBLES	RENOUVELABLES
	Dettes à long terme	Obligations découlant de contrats de location-acquisition	
	\$	\$	\$
2009	10 250	284	295
2010	3 545	191	-
2011	2 832	134	685
2012	1 489	9	8 316
2013	1 327	-	2 226
	19 443	618	11 522
Intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	-	57	-
	19 443	561	11 522

NOTE 19— CAPITAL-ACTIONS

Capital-actions autorisé

Un nombre illimité d'actions, sans valeur nominale de :

Catégorie A, votantes, participantes *pari passu* avec les actions de catégorie C, rachetables au gré de la société à 250 \$ l'action

Catégorie B, votantes avec certaines restrictions, non participantes

Catégorie C, votantes, participantes *pari passu* avec les actions de catégorie A

	2008	2007
	\$	\$
Actions émises		
187 (195 en 2007) actions de catégorie A	47	49

Au cours de l'exercice, la société a émis 20 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 5 000 \$ (émission de 17 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 4 250 \$ en 2007) et a racheté 28 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 7 000 \$ (rachat de 15 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 3 750 \$ en 2007).

De plus, la société a modifié ses statuts constitutifs afin de modifier la description des actions de catégories A et B. Auparavant, le capital-actions autorisé des catégories A et B se décrivait comme suit :

- Catégorie A, votantes, participantes, rachetables au gré de la société à 250 \$ l'action;
- Catégorie B, non votantes, non participantes, rachetables au gré de la société à 8,85 \$ l'action.

Finalement, la société a modifié ses statuts constitutifs au cours de l'exercice 2008 afin d'ajouter la catégorie C au capital-actions autorisé.

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 20 — SURPLUS D'APPORT

Le surplus d'apport provient de l'excédent du capital versé des actions de catégorie A sur la contrepartie versée lors du rachat.

NOTE 21 — ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les engagements pris par la société, en vertu de contrats de location-exploitation échéant de 2009 à 2013, totalisent 6 092 000 \$ et comprennent les versements suivants pour les cinq prochains exercices :

	\$
2009	1 790
2010	1 491
2011	1 126
2012	1 010
2013	675

Les engagements pris par la société, en vertu de baux pour des espaces commerciaux échéant de 2009 à 2023, totalisent 64 694 000 \$ et comprennent les versements suivants pour les cinq prochains exercices :

	\$
2009	9 587
2010	9 138
2011	8 548
2012	7 289
2013	6 468

La société sous-loue l'ensemble des locaux liés à ces baux à ses membres et à des sociétés contrôlées par des membres aux mêmes conditions. Aucun produit de sous-location et aucune dépense de loyer n'ont été présentés dans les résultats de la société, celle-ci n'agissant qu'à titre d'intermédiaire et n'étant pas le principal obligé de ces engagements.



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 22— FLUX DE TRÉSORERIE

	2008	2007
	\$	\$
Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Débiteurs	1 098	(1 067)
Stocks	(318)	20
Frais payés d'avance	(131)	10
Créditeurs	1 819	149
Produits perçus d'avance	(1 070)	2 945
Produits d'exclusivité reportés	(748)	(1 145)
Impôts sur les bénéfices	31	(1 430)
	<u>681</u>	<u>(518)</u>
Renseignements supplémentaires		
Intérêts versés	2 447	2 174
Intérêts encaissés	2 300	864
Impôts sur les bénéfices versés	1 627	3 050
Activités d'investissement et de financement sans incidence sur les flux de trésorerie		
Immobilisations corporelles impayées	-	89
Frais d'affiliation financés par des montants dus à des membres	1 764	-

De plus, en vertu d'ententes commerciales conclues avec certains fournisseurs, la société compense les encaissements de certains placements par une réduction des effets à payer à ces fournisseurs. Ces transactions n'ont aucun impact sur les flux de trésorerie de la société et totalisent 579 935 \$ (1 272 297 \$ en 2007).

NOTE 23— FRAIS DE FINANCEMENT NETS

	2008	2007
	\$	\$
Intérêts et pénalités	4	12
Frais bancaires	122	159
Intérêts sur emprunt bancaire	1 941	1 810
Intérêts sur dette à long terme	1 536	414
Amortissement des frais de financement reportés	-	65
Produits de placements et intérêts	(2 569)	(936)
	<u>1 034</u>	<u>1 524</u>

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 24— AMORTISSEMENT

	2008	2007
	\$	\$
Propriétés immobilières	217	160
Immobilisations corporelles	600	535
Frais reportés autres que les frais de financement	457	214
Actifs incorporels	314	258
	<u>1 588</u>	<u>1 167</u>

NOTE 25— IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le taux combiné effectif des impôts sur les bénéfices de la société est de 30,9 % (32,02 % en 2007). Le rapprochement entre les impôts calculés au taux combiné effectif susmentionné et la provision pour les impôts se présentent comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Impôts au taux combiné effectif	1 521	1 486
Augmentation (diminution) :		
Diminution (augmentation) du taux combiné effectif futur	57	(67)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	309	176
Éléments non déductibles	121	170
Impôts relatifs aux exercices précédents	(42)	-
Autres éléments - montant net	(182)	61
	<u>1 784</u>	<u>1 826</u>
Composés de :		
Impôts exigibles	881	1 448
Impôts futurs	903	378



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 25— IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Le tableau qui suit présente les impôts futurs qui découlent des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs :

	2008	2007
	\$	\$
Placements	-	120
Propriétés immobilières et immobilisations corporelles	(32)	(98)
Frais reportés	(1 515)	(557)
Actifs incorporels	(107)	(159)
Produits d'exclusivité reportés	1 999	2 275
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	160	184
Autre dette à long terme	545	-
Pertes autres qu'en capital	11	221
Autres	12	(10)
	<u>1 073</u>	<u>1 976</u>
Impôts futurs nets	<u>1 073</u>	<u>1 976</u>

NOTE 26— OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le tableau qui suit présente un sommaire des opérations conclues par la société avec des entités contrôlées par des membres du conseil d'administration au cours de l'exercice :

	2008	2007
	\$	\$
Produits	4 476	4 029

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

À la date du bilan, les soldes suivants sont à recevoir de ces apparentés :

	2008	2007
	\$	\$
Débiteurs	2 889	2 740
Placements	2 480	1 636

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 27 — INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUE DE CRÉDIT

La société évalue la condition financière de ses clients sur une base continue et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. La société établit une provision pour créances douteuses en tenant compte du risque de crédit de clients particuliers, des tendances historiques et d'autres renseignements. Ces clients respectent les politiques de crédit qui leur sont accordées. Une portion importante des débiteurs est à recevoir de membres. Cependant, la société n'est exposée à aucun risque de crédit important par rapport à un client particulier.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La société a émis des effets et billets à recevoir; elle utilise une marge de crédit et a contracté des emprunts à long terme comportant des taux d'intérêt variables. Conséquemment, elle encourt un risque de taux d'intérêt en fonction de la fluctuation du taux d'intérêt préférentiel. Cependant, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats et la situation financière de la société.

JUSTE VALEUR

La juste valeur des débiteurs, du découvert bancaire, de l'emprunt bancaire et des créditeurs correspond approximativement à leur valeur comptable étant donné leur échéance à court terme.

La juste valeur des placements à long terme, dont la quasi-totalité a été consentie à des membres, et des effets à payer sans intérêt, dont la totalité est due à des fournisseurs, n'a pas été déterminée puisque ces transactions sont faites dans le cadre de maintien et de développement de relations commerciales et ne reflètent pas nécessairement les conditions qui seraient négociées avec des tiers.

La juste valeur des autres dettes à long terme correspond approximativement à la valeur comptable étant donné que la majeure partie porte intérêt à des taux qui se rapprochent des taux du marché.

NOTE 28 — ÉVENTUALITÉS

La société est partie et éventuellement assujettie à des réclamations de tiers dans le cours normal de ses activités se rapportant, entre autres, mais sans s'y limiter, aux réclamations liées à la responsabilité du fait des produits, à la main-d'oeuvre et à l'emploi. Bien que l'issue de ces questions ne puisse être prévue avec certitude, la direction considère actuellement que le risque auquel la société est exposée en raison de ces réclamations et litiges, dans la mesure où ils ne sont pas couverts par les polices d'assurance de la société ou autrement, n'est pas suffisamment important pour être présenté dans les présents états financiers consolidés.



DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

NOTE 29 — RÉGIME DE RETRAITE

La société souscrit à un régime enregistré de retraite simplifié à cotisations déterminées pour le bénéfice de ses employés. La cotisation versée par la société correspond à 1 \$ pour chaque 1 \$ versé par l'employé, jusqu'à concurrence de 3 % du salaire brut. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, les cotisations versées par la société totalisaient 207 230 \$ (181 400 \$ en 2007).

NOTE 30 — CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2007 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2008.

À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés ci-joints d'Uniprix inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer différentes méthodes comptables, la direction, a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances.

Les principales conventions comptables retenues sont indiquées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. Les états financiers contiennent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement à tous égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers consolidés.

Uniprix maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs conçus de façon à fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif d'Uniprix est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification.

Le comité de vérification est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs externes. Le comité de vérification rencontre périodiquement la direction, ainsi que les vérificateurs externes, afin de discuter des contrôles internes, des questions comptables, de vérification et de présentation de l'information financière, de s'assurer que chaque intervenant remplit correctement ses fonctions et d'examiner les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsqu'il approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes, Behna, Cormier, Gougeon, Ouellette, S.E.N.C.R.L., conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Président et chef de la direction,
Chef des opérations financières par intérim



François Castonguay



Aux actionnaires de UNIPRIX INC.

Nous avons vérifié le bilan consolidé de **UNIPRIX INC.** au **31 décembre 2008** et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au **31 décembre 2008** ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

 S.E.N.C.R., L. (1)

Comptables agréés

Montréal
Le 27 mars 2009

(1) Par Réjean Lévesque, CA auditeur